

# BIBLIOGRAPHIE RAISONNÉE

par Mariam KASSOGUÉ

## *Pratiques culturelles liées au fleuve Niger des sociétés riveraines du Mali*

### Introduction

Notre recherche a permis d'identifier cinquante documents, composés de rapports et d'ouvrages généraux, sont été traités de la façon suivante : un numéro est attribué à chacun document accompagné du nom de leur(s) auteur(s), de nos notes de lecture. Ils sont classés suivant cinq thèmes principaux : utilité générale de l'eau, gestion de l'eau, archéologie de l'eau, politique de l'eau et, enfin, genre et eau / assainissement.

Nous présentons ici douze des cinquante documents consultés.

### 1. Utilité générale de l'eau

➤ **L'eau, source de vie**, Agence de Coopération Culturelle et Technique (ACCT), sous la direction de Zakaria Lingane. NEA Togo, LivreSud, septembre 1992, 48 p.

En Afrique, le caractère vital de l'eau explique les croyances et les mythes qui lui sont rattachés. L'eau est tout à la fois appréciée et redoutée. Elle a une fonction fécondante, purificatrice, créatrice de bienfaits. Partout, l'on associe à l'eau des divinités, des offrandes. Elle est, sous toutes ses formes, l'objet de culte. Tout manquement de respect à l'égard de l'eau est considéré comme une profanation qui provoque la colère des dieux, la pénurie et la sécheresse.

Chez les Dogons (Mali), Amma le Dieu Suprême créa son double, Nommo, Dieu d'eau humide. Il contrôle les ciels et donne à l'univers les eaux. Il s'oppose à Yourougou, le chacal ou le renard pâle, l'esprit de la sécheresse.

Chez les Bozos du Mali, outre le culte consacré au dieu d'eau Bambara, le Faro, un grand sacrifice annuel était consacré au fleuve Niger avant que les pêcheurs plongent dans l'eau.

De nos jours, ces rites sont beaucoup moins pratiqués. Ceux qui ont résisté n'ont aujourd'hui qu'une signification religieuse limitée, ou bien les populations ont intégré les rites liés à l'eau à ceux des grandes religions révélées, christianisme et islam.

➤ **Les multiples fonctions du fleuve Niger**. Festival sur le Niger et S.O.S Sahel, sous la direction de Cheickna Seydi DIAWARA. Bamako, février 2006, 24 p.

Le fleuve Niger constitue un réservoir naturel et culturel exceptionnel. Berceau de la première civilisation agricole d'Afrique occidentale, le fleuve Niger, sur ses 4200 km, a façonné un paysage culturel unique, rassemblé les populations et favorisé l'émergence de pratiques culturelles spécifiques, toujours vivantes. Comme aux temps anciens, le fleuve Niger et ses sources nourrissent des millions de Maliens et d'Africains : cultivateurs, pêcheurs, artisans, potiers, exploitants de sable, transporteurs, opérateurs touristiques...

Mais le Niger fait partie de la liste des fleuves en voie de disparition. Il est menacé d'ensablement. Avec la désertification, il n'y a plus de barrière pour stopper le sable venant du Sahara qui se dépose dans son lit. Son débit de plus en plus faible arrive à peine à drainer le sable qui vient en amont. Ces dégâts ont commencé depuis des milliers d'années, et il faudra encore des milliers d'années pour inverser cette tendance.

Depuis 1970, l'on constate une diminution persistante de son apport annuel, qui de 30 milliards de m<sup>3</sup> d'eau/an atteints traditionnellement durant les périodes antérieures, a subi en moyenne une perte de 33% au cours de la dernière décennie. Le minimum absolu a été enregistré en 1984/1985 avec un débit total de 13 milliards de m<sup>3</sup> seulement. Le fleuve a cessé de couler pour la première fois de mémoire d'homme, en mai 1985. A partir du début du 20ème siècle, date des premiers

enregistrements disponibles, jamais une période de sécheresse d'une telle acuité, ni d'une telle durée, ne s'était produite. Malheureusement, aucun indice ne permet à l'heure actuelle d'en prévoir la fin.

Lors d'un sommet de l'Autorité du Bassin du Fleuve Niger en 1994, les mots suivants n'ont jamais sonné aussi vrais ni aussi forts : « Si le fleuve Niger n'était qu'un projet imaginé par des ingénieurs talentueux, aucun de nos Etats n'aurait rechigné à y consacrer la totalité de son budget. Seulement cela ne suffirait pas, puisque nous n'avons pas de pétrole, nous. Alors préservons ce que nous avons : le fleuve Niger ».

➤ **Le Niger, une artère vitale.** Leo Zwarts (RIZA), Pieter van Beukering (IVM), Bakary Koné (Wetlands International), Eddy Wymenga (A&W), *Mali/ Pays-Bas, 2005, 304 p.*

L'eau, source de vie, est aussi une ressource unique pour plusieurs usages concurrents.

La complexité de la gestion des bassins apparaît comme un fil au vu duquel la pertinence des décisions, tant des gouvernements que des communautés concernées, constitue le meilleur gage de stabilité et de développement harmonieux. Le Bassin du fleuve Niger qui recouvre presque toutes les régions administratives et économiques du Mali, est comparable pour ce pays au système sanguin du corps humain.

Cet ouvrage décrit de façon détaillée la vie de certaines communautés du bassin et l'apport du Mali à la gestion concertée de cette importante ressource qu'est le fleuve Niger.

La pénurie d'eau a été identifiée par le Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNEU) comme l'un des problèmes les plus graves du nouveau millénaire. Cependant, depuis plusieurs décennies, elle a été déjà posé un problème extrême pour des millions de personnes vivant le long de la lisière méridionale du désert du Sahara. Le Mali constitue un cas concret d'une économie tributaire des fleuves. Ces derniers sont soumis à d'importantes variations saisonnières liées aux précipitations. Une solution à cette dépendance du climat dans la zone du Sahel occidental a été la mise en œuvre de projets hydroélectriques et d'aménagements hydro-agricoles.

Les barrages et les systèmes d'irrigation visent à renforcer l'indépendance économique et la sécurité alimentaire dans l'environnement instable du Sahel. L'étude présentée dans cet ouvrage vise à mettre au point un outil d'aide à la prise de décision pour une gestion plus efficace du Haut Niger, au titre duquel les impacts et avantages écologiques et socioéconomiques des barrages et des systèmes d'irrigation pourraient être examinés à la lumière de différents scénarii de gestion de l'eau. Cette étude pluridisciplinaire couvre les domaines de l'hydrologie, de l'écologie et de l'environnement.

## 2. Gestion de l'eau

➤ **La Gestion intégrée des ressources en eau.** Partenariat Mondial pour l'eau, Comité Technique Consultatif (TAC), Global Water Partnership, Stockholm, 2000, 76 p.

La gestion intégrée des ressources en eau est un processus qui favorise le développement et la gestion coordonnée de l'eau, des terres et des ressources connexes, afin de maximiser, de manière équitable, le bien être économique et social en résultant, sans pour autant compromettre la pérennité d'écosystèmes vitaux.

Certains principes fondamentaux sur lesquels repose la gestion intégrée des ressources en eau peuvent être mis en application à grande échelle, indépendamment de la conjoncture et du développement économique et social de la zone concernée. En revanche, les méthodes d'application de ces principes sont loin d'être universelles, car les facteurs varient considérablement selon les pays ou les régions : la nature et l'intensité des problèmes liés à l'eau, les ressources humaines, les capacités institutionnelles, les forces et caractéristiques relatives des secteurs publics et privés. Dans la pratique, la mise en application d'approches dérivées des principes fondamentaux doit tenir compte ces variations et prendre, par conséquent, des formes diverses et variées.

Il est urgent de sensibiliser l'opinion publique afin de mobiliser un soutien efficace pour une gestion durable des ressources en eau et d'encourager les changements de comportement et les actions nécessaires à ce soutien.

Concernant la gestion des ressources en eau, la Conférence Internationale sur l'eau et l'environnement (Dublin, 1992), a permis de dégager quatre principes appelés « les principes de Dublin ». Ce sont :

- L'eau est une ressource limitée et vulnérable, indispensable à la vie, au développement et à l'environnement.
- Le développement et la gestion de l'eau devraient être fondés sur une approche participative impliquant usagers, planificateurs et décideurs à tous les niveaux.
- Les femmes sont au cœur du processus d'approvisionnement, de gestion, et de conservation de l'eau.
- Pour tous ces différents usages, souvent concurrents, l'eau a une dimension économique. C'est pourquoi elle doit être considérée comme un bien économique.

La mise en œuvre de la gestion intégrée des ressources en eau demande entre autres :

- *L'existence d'un environnement favorable*, pour asseoir les droits et atouts de toutes les parties prenantes (particuliers, organismes et entreprises des secteurs public et privé)
- *La participation du sommet à la base*, pour garantir l'efficacité, l'équité et la durabilité de la gestion intégrée de l'eau.
- *Les rôles de facilitateur, de réglementaire et de contrôleur des gouvernements*. La prise de décision, la planification, la répartition de l'eau, le suivi, l'application de règles et la résolution intégrale des conflits sont autant d'éléments qui doivent relever des gouvernements.

Les gouvernements doivent créer des conditions propices pour que tous les intervenants concernés par un problème donné puissent être impliqués et négocier entre eux, en vue d'aboutir à des solutions acceptables aux problèmes liés à l'eau. A noter que cette stratégie participative ne signifie en rien que les gouvernements renoncent à leurs responsabilités.

➤ ***Plan d'action pour la gestion intégrée des ressources en eau du bassin du Niger supérieur.***

Direction Nationale de l'Hydraulique, Bamako, Février 2007,

✓ *Mise en défense des berges du Niger supérieur*

Objectif : Restauration des berges du fleuve Niger et du Bani. La plupart des riverains ont transformé les berges en zones de cultures (maraîchage, céréaliculture, riziculture) qui sont causes de dégradation et de déboisement des berges.

Les véhicules utilisés pour l'exploitation de sable provoquent la dégradation des berges, ainsi que l'extraction des matériaux tels que l'argile pour la confection des briques et la poterie. Aménager les sites de tannerie, teinturerie et savonnerie en vue de réduire leurs impacts sur les cours d'eau du fleuve Niger.

✓ *Dans le domaine de la pêche :*

Objectif : Diminution de la surexploitation des ressources halieutiques du fleuve. Des enquêtes socio-écologiques ont montré que les ressources halieutiques du fleuve ont diminué tant en qualité qu'en quantité. Il faudra encourager la conservation et la protection des écosystèmes, la restauration des terroirs villageois de pêche en vue d'une amélioration des différents systèmes de production agricole. De même, la production piscicole pourra être améliorée par la formation et l'organisation des principaux acteurs de ce secteur.

✓ *Dans le domaine de la santé :*

Pour une bonne gestion des ressources et assainir les eaux du Niger Supérieur, il faut notamment :

- Concevoir des abreuvoirs pour les animaux.
- Traiter les déchets médicaux avant de les jeter dans le fleuve.
- Fermer les cimetières situés maintenant presque dans le lit du fleuve.

✓ *Dans le domaine pastoral :*

Objectif : Amélioration de l'accès aux ressources pastorales ; gestion des ressources et restauration du milieu ; gestion des conflits ; faire connaître les chartes par les utilisateurs des berges.

✓ Dans le domaine de la navigation :

Pendant les stationnements, les navigateurs contribuent à la détérioration des berges (lavage, dépannage, révision), polluent l'eau, provoquent l'ensablement et contribuent à l'élargissement du lit.

## Archéologie de l'eau

➤ **Les Biens culturels mobiliers familiaux de Djenné : Rapport d'inventaire.** Ministère de la Culture et du Tourisme, Mission Culturelle de Djenné, sous la direction de Boubacar Hama DIABY, Djenné, Novembre 1997, 36 p.

Dans la perspective de la création du Musée de Djenné qui devra contribuer au développement socioculturel et économique des populations, l'identification des biens mobiliers conservés chez les familles était devenue une tâche prioritaire. La mission culturelle, à travers des actions de repérage, avait déjà pu se rendre compte de l'existence d'un nombre important et varié d'objets mobiliers familiaux.

Toutefois, la dégradation du pouvoir d'achat des populations, causée par de longues années de sécheresse et le désenclavement de la ville par le bitumage de la voie reliant Djenné à l'axe Bamako-Mopti ont entraîné l'augmentation du nombre de visiteurs et soumis les biens culturels aux menaces de vol et de trafic illicite. C'est ainsi qu'un projet d'inventaire systématique des biens mobiliers familiaux a été initié et exécuté par la Mission culturelle de Djenné, en collaboration avec la Mission française de coopération et d'action culturelle.

La ville de Djenné est située dans la partie sud-est du Delta intérieur du Mali, une dépression de plus de 30.000 km<sup>2</sup> dans le Mali Central. La région est traversée par le fleuve Niger et son affluent principal le Bani. Elle connaît des inondations régulières offrant à cette partie du pays une situation climatique particulière qui attira l'homme depuis des siècles.

Ce rapport présente une description du contexte historique et socioculturel des biens mobiliers, du cheminement de l'inventaire, des difficultés rencontrées, des résultats et des perspectives en guise de recommandations. Au début des années 1980, des recherches archéologiques menées sur le site de Djenné- Djeno (ancien Djenné) ont mis en évidence une civilisation millénaire. De plus, la tradition rapporte que, déjà au 2<sup>ème</sup> siècle après l'hégire, soit au 9<sup>ème</sup> siècle de notre ère, le site de la ville actuelle a commencé d'être occupé. Elle n'a connu son essor véritable comme ville cosmopolite qu'après la conversion de son 26<sup>ème</sup> roi vers 1280, dont le règne fut marqué par la construction de la grande mosquée en lieu et place de son palais. Cette situation se consolida avec l'occupation de la ville par les Askia, au 15<sup>ème</sup> siècle, qui lièrent leur sort à celui de Tombouctou. Cette période fut marquée par une prospérité économique, culturelle et un essor urbain considérables, surtout sous l'occupation marocaine à la fin du 13<sup>ème</sup> siècle.

➤ **Ethnoarchéologie africaine.** Alain GALLAY et Eric HUYSECOM, Département d'Anthropologie et d'Ecologie, Université de Genève, 1989, 126 p.

L'ethnoarchéologie peut être considérée comme la science de référence de l'archéologie. Alors que l'archéologie permet de reconstituer des scénarii historiques et tente d'en déduire certaines régularités typologiques, l'ethnoarchéologie vise à trouver dans l'observation du présent la cause des régularités observées en étudiant les mécanismes qui sont à leur origine.

Ce document définit les grandes lignes d'un projet de recherche sur la céramique subrécente et actuelle du delta intérieur du Niger au Mali dans une perspective ethnoarchéologique. L'étude de la production potière de cette région et des réseaux de diffusion de la céramique doit permettre de jeter les bases d'une meilleure compréhension des données fournies par l'archéologie locale pour des périodes allant du début de notre ère à l'époque actuelle.

A mi-chemin entre Bamako et Tombouctou, le Niger, dans la partie moyenne de son cours, se ramifie en de multiples bras dans une immense cuvette alimentée par de fortes pluies des montagnes guinéennes et crée un paysage d'une saisissante originalité, oasis d'humidité favorable aux cultures du riz et du mil, à l'élevage des bovidés et à la pêche au milieu du Sahel semi-désertique.

Toute la région périodiquement inondée et les marges du delta se présentent comme une zone très riche en sites archéologiques. Ces derniers, anciennes buttes d'habitat ou tumulus funéraires, se

comptent par milliers. Les sites anciens, situés hors d'atteinte des hautes eaux, apparaissent clairement sur les photographies aériennes. Les rares fouilles entreprises dans cette zone, notamment à Djenné, permettent de mesurer l'immense intérêt de cette région pour ce qui touche la recherche archéologique. La céramique des sites du delta intérieur du Niger semble présenter une homogénéité remarquable à la fois sur le plan géographique, malgré la diversité ethnique, et sur le plan diachronique, malgré l'histoire mouvementée de la région.

Le delta intérieur du Niger présente une grande diversité ethnique qui témoigne clairement de l'attrait exercé par les ressources naturelles de la région : possibilités rizicoles, riches pâturages pour les troupeaux, pêche, communication facile par la voie fluviale. Plusieurs ethnies distinctes possédant chacune un mode de vie propre et une histoire particulière s'y côtoient. Cette région est une région clé pour comprendre la structure sociale et ethnique extrêmement complexe des sociétés héritières des grands états médiévaux d'Afrique Occidentale soudanaise.

## Politique de l'eau

➤ **Société civile et résolution des conflits hydriques**. Philippe Barret, Alfonso Gonzalez avec les contributions de Yannick Barret et Céline Olivier. UNESCO, IHP/ Technical Documents in Hydrology/ PC – CP séries/ n°9, 78 p.

L'accès à l'eau et à ses bénéfices a toujours été une préoccupation centrale des sociétés humaines qui cherchent à disposer de la quantité et de la qualité de l'eau dont elles ont besoin. Cette préoccupation ne devient source de conflit que lorsque certains groupes sociaux ne peuvent satisfaire leurs besoins.

Les conflits entre groupes ont augmenté à cause des processus de désertification et de changement climatique ou, tout simplement, à cause de la croissance démographique et de la surexploitation des nappes phréatiques.

Ces conflits s'expriment de différentes manières, en fonction du contexte ; notamment, en fonction des conditions locales et régionales de développement, des caractéristiques culturelles et, bien sûr, des données hydrogéologiques et écologiques.

Il n'est donc pas facile de décrire l'ensemble des mécanismes à l'œuvre. Ce document tente de rassembler et de classer les différentes modalités que les auteurs ont pu rencontrer dans leur expérience personnelle ou lors de la recherche bibliographique.

De nos jours beaucoup de problèmes- et de conflits- sur l'usage de l'eau correspondent aux différences d'intérêt entre les groupes sociaux impliqués dans cette différenciation sociale qui les polarise. Si à cela on ajoute les pressions des groupes d'utilisateurs chaque fois plus grands, et dont les besoins en eau sont toujours plus importants.

Ces conflits peuvent être de différents ordres :

- usages contradictoires d'une rivière ou d'une nappe souterraine,
- pollution d'une source, d'une nappe, d'un cours d'eau,
- dégradation d'une zone humide,
- gestion d'un réseau d'eau potable,
- répartition de l'eau d'irrigation,
- construction d'un barrage,
- gestion d'un grand fleuve et d'un bassin versant.

La résolution des conflits passe par une médiation qui demande une analyse assez approfondie sur :

- la nature du conflit,
- les causes du conflit,
- les relations entre les parties en conflit,
- l'adoption d'une solution à long terme approuvée par les différentes parties.

➤ **Les politiques de l'eau en Afrique**. Gérard CONAC, Claudette Savonnet-Guyot et Françoise Conac, ECONOMICA, Paris, 1985, 767 p.

Les politiques de l'eau constituent le problème le plus crucial en Afrique : l'alimentation et la survie de populations entières. Elles conditionnent le développement agricole de la plus part des pays africains.

Cet ouvrage rassemble une soixantaine d'études de chercheurs, d'universitaires, d'administrateurs, de responsables de haut niveau originaires de près d'une trentaine de pays et exprimant des points de vue différents ou complémentaires. Il présente une documentation considérable et une somme de réflexions particulièrement riches et stimulantes. Il fait bien apparaître que les politiques de l'eau en Afrique ont des aspects internationaux mettant en cause la nature des relations entre les bailleurs de fonds et les responsables nationaux des projets et des aspects spécifiques à chaque pays, à chaque région.

Présentant un bilan des avantages et des inconvénients des petits et grands périmètres, il conduit à relativiser l'opposition des deux formules.

Il montre bien qu'il est temps de trouver les voies d'une concertation confiante et efficace entre les administrations, les ingénieurs et les paysans. Il résulte clairement, d'après les nombreuses expériences analysées, que les déboires et les échecs s'expliquent surtout par une insuffisance, voire une absence de participation paysanne à l'élaboration et la mise en œuvre des projets et des périmètres.

➤ **Programme Adaptation au Changement Climatique en Afrique.** Dr Isabelle NIANG, consultante, *Université Cheick Anta Diop, Dakar, Juillet 2007, 50p*

Les changements climatiques sont considérés comme l'une des menaces les plus inquiétantes pour l'avenir de l'humanité. En Afrique, la problématique des changements climatique reste souvent confinée aux structures chargées des questions environnementales. Elle est peu comprise des populations et des autorités locales et donc, en définitive, peu d'avancée sont notées quant à la prise en charge de cette question dans les politiques de développement national.

Le Programme ACCA (Adaptation au Changement au Changement Climatique en Afrique) devrait permettre non seulement de démontrer la pertinence de la recherche- action dans le domaine de l'adaptation au changement, mais encore de renforcer les capacités des différents acteurs au niveau du continent. L'adaptation au changement climatique est une problématique complexe qui se décline à différents niveaux spatiaux (institutions sous-régionales, gouvernements, structures décentralisées, populations). L'adaptation est également une question de développement et elle doit donc être intégrée au niveau des différents ministères et des différents acteurs (secteur privé, associations et organisations non gouvernementales, etc.).

L'Afrique de l'Ouest bénéficie d'une situation favorable au développement de stratégies permettant d'améliorer les capacités de réponse des pays et des populations aux impacts des changements climatiques. Elle dépend notamment des décisions du dernier sommet de l'Union Africaine qui demande aux Etats de prendre en considération les questions de changement climatique dans les politiques de développement national. De plus, au niveau de la sous-région il existe une initiative visant à développer une stratégie sous-régionale de lutte contre les impacts des changements climatiques.

Ce rapport présente une carte des structures, organisations politiques, économiques et de recherche des organisations non gouvernementales et des programmes engagés dans des problématiques fortement liées au changement climatique, essentiellement en Afrique de l'Ouest. Dans cette sous-région une quinzaine de structures ou individus ont été rencontrés, sur la base d'un questionnaire, pour essayer d'évaluer leurs forces et faiblesses, les moyens d'améliorer les partenariats, en particulier entre chercheurs, décideurs et populations locales, ainsi que les besoins en matière de coordination et d'échange d'expériences. Cette consultation, axée sur la cartographie institutionnelle et les éventuels besoins en matière de coordination entre les institutions, a proposé les principales recommandations suivantes :

- Le développement d'un ou de mécanismes (cadres) de coordination et d'échanges entre les différentes institutions travaillant dans le domaine ayant un lien avec les changements climatiques. Il s'agira ici de mettre en relation les institutions politiques, les institutions de recherche et celles qui travaillent à la base, mais aussi d'assurer la coordination et les échanges entre différentes thématiques.
- Le soutien et l'approfondissement de l'émergence de centres d'excellence. Certains centres déjà reconnus dans la sous-région doivent être soutenus, notamment en matière de formation, de soutien financier, de fourniture d'équipements. D'autres doivent être suscités pour pouvoir couvrir les différentes thématiques mais aussi les différentes régions.

- Un travail important de sensibilisation est nécessaire à différents niveaux. Il faut développer les outils de communication adaptés aux besoins des différents acteurs pour les sensibiliser aux enjeux des changements climatiques. Ce-ci suppose la mise en place de véritables stratégies de sensibilisation qui doivent partir des besoins des niveaux de compréhension, des langues et cultures nationales, pour développer des outils de communication appropriés.

## **Genre : eau et assainissement**

➤ **Etude sur les intérêts stratégiques des femmes en zone OHVN.** Office de la Vallée du Niger, Avril 1995, 23 p.

Depuis quelques campagnes agricoles, l'OHVN a mis tout en œuvre pour favoriser l'implication des femmes dans le développement de leur milieu. Toute une série de mesures a été engagée de façon opérationnelle pour réussir la promotion féminine. Elle est appuyée par l'intervention d'autres sections pour assurer dans leur diversité des actions complémentaires visant l'émergence des groupements féminins fonctionnel, viables et durables.

Au niveau de chaque Département rural intégré, il existe une animatrice recrutée par l'OHVN afin d'assurer l'encadrement technique des groupements féminins qu'elle aide à mettre en place. Chaque groupement reçoit, dans chacun des domaines correspondant à son besoin, une formation appropriée pour réaliser ses objectifs.

Plusieurs activités ont été menées par les groupements féminins, parmi lesquelles on peut retenir :

- la production agricole à partir de champs collectifs,
- l'élevage à partir d'embouche bovine et ovine,
- l'utilisation des séchoirs solaires,
- la construction de foyers améliorés,
- la fabrication de savons, teintures et *bogolan*<sup>1</sup>,
- la technologie de transformation du soja, du sésame, des noix de karité, de l'arachide
- l'exploitation de moulins, etc.

Des résultats positifs ont été atteints par certains groupements, mais d'autres rencontrent des difficultés de nature différente qui peuvent être dues notamment soit à l'organisation ou la gestion, soit à un manque de formation ou d'encadrement.

➤ **Le genre dans la gestion des ressources en eau, l'approvisionnement en eau et assainissement.** Centre International de l'Eau et l'Assainissement (IRC). Traduction française par le Centre Régional pour l'eau Potable et L'Assainissement à faible coût (CREPA), 2005, 249 p.

Les femmes constituent la moitié de la population du monde. Elles sont les gardiennes des enfants, de la santé et du bien-être de la famille et fréquemment les administratrices des ressources. Dans le monde en développement, où des millions de familles manquent encore d'eau potable et d'assainissement adéquat, les femmes doivent invariablement veiller à ce que la famille ait accès à une eau saine en quantités suffisantes. Cependant, malgré leur nombre, leurs rôles et leurs responsabilités, les femmes n'ont pas souvent eu la parole. Elles n'ont eu ainsi aucun mot à dire dans les décisions sur les différents services-approvisionnement en eau, assainissement, santé offerts pour le bien-être de la famille.

Jusqu'ici, la participation des femmes et des hommes à la prise de décision s'est passée principalement sur de plus petits aspects localisés : conception et emplacement des équipements, choix des opérateurs et des membres des organisations de gestion. Très peu de projets et de programmes donnent aux consommateurs, aussi bien les hommes que les femmes, un choix avisé dans les grandes décisions telles que le type de technologies et de niveaux de service, ainsi que les systèmes locaux de financement, d'entretien et de gestion. Pourtant ce sont les femmes et les

---

<sup>1</sup> Le *bogolan*, du Bambara *bogo* ou « terre » et *lan* « avec », est un tissu de coton plus ou moins épais, teint par trempage dans une décoction de feuilles de l'arbre *ngalama* et séchage à plat au soleil, dont le décor est dessiné à la boue fermentée ou *bogo* à l'aide d'un pinceau.

hommes qui, par leurs contributions en espèces, en nature et main d'œuvre maintiendront ces services opérationnels. Ainsi, à ce niveau une prise de décision plus avisée devrait être prévue.

Les expériences et les études sur la participation des femmes ont permis d'apprendre beaucoup sur les contraintes à cette participation et comment elles peuvent être traitées. On sait maintenant qu'avec de bonnes attitudes, qualifications et techniques, les contraintes pratiques à la participation des femmes peuvent être surmontées, même lorsque les financements, le temps et une main d'œuvre supplémentaires ne peuvent être disponibles. Les projets et les programmes qui déclarent toujours que, dans une culture donnée, les femmes ne peuvent pas participer à la planification et à la gestion des équipements d'approvisionnement en eau et assainissement, agissent ainsi contre une grande évidence contradictoire et utilisent des déclarations comme excuse pour leur manque d'appréciation, de volonté et de créativité.

Le genre n'est qu'un des nombreux aspects de l'hétérogénéité à laquelle nous devons être sensibles. Il nous faut être également vigilants pour ne pas nous enfermer dans nos théories et, lorsque nous agissons par rapport à elles, veiller à ne pas créer des différences là où il n'en existe pas.